

**INDE**

**L'escalade des violences religieuses doit cesser**

Index AI : ASA 20/03/99

L'homicide révoltant commis samedi matin dans l'État d'Orissa, dans l'est de l'Inde, sur la personne d'un missionnaire chrétien et de ses deux fils, est le plus alarmant des nombreux actes de violence commis contre des minorités religieuses en Inde ces derniers mois, a déclaré ce jour (lundi 25 janvier 1999) Amnesty International.

Graham Stewart Staines, cinquante-huit ans, et ses deux fils Philip et Timothy, âgés respectivement de dix et sept ans, dormaient à l'intérieur de leur break dans le village de Manoharpur, dans le district de Keonjhar, lorsque le véhicule a apparemment été attaqué par une foule de 50 à 100 personnes armées d'arcs et de flèches, puis incendié.

« Les autorités indiennes, tant au niveau de l'État qu'au niveau fédéral, doivent prendre toutes les mesures qui s'imposent pour empêcher toute nouvelle violence contre des minorités religieuses », a souligné Amnesty International.

L'Organisation s'est jointe à la condamnation universelle du meurtre de Graham Stewart Staines et de ses deux fils et se félicite des mesures prises par les autorités de l'Orissa afin d'enquêter sur ces événements, d'arrêter les responsables et les traduire en justice.

Les violences contre les minorités religieuses, en particulier contre les chrétiens, connaissent une véritable escalade dans toute l'Inde. Les dégradations de biens appartenant à la communauté chrétienne se poursuivent dans l'État du Gujarat, situé dans l'ouest du pays, où deux lieux de prière auraient été attaqués dans le district de Surat le 22 janvier.

Ces nouveaux actes de violence ont eu lieu le jour où le Chief Minister (Premier ministre de l'État) a rejeté un rapport provisoire de la Commission nationale pour les minorités sur la situation au Gujarat en le qualifiant de « partial et entaché de préjugés ». Il ressortait de ce document que les attaques lancées contre les chrétiens ou les biens leur appartenant avaient été menées avec la complicité de groupes hindous, et les auteurs reprochaient au gouvernement du Gujarat de n'avoir pas protégé les minorités.

Ces dernières semaines, Amnesty International a écrit aux autorités de cet État ainsi qu'au gouvernement fédéral indien, en les exhortant à prendre des mesures afin d'empêcher toute nouvelle violence corporelle ou matérielle.

« Le gouvernement indien est dans l'obligation de garantir le droit à l'intégrité physique de tous ses citoyens et de les protéger contre les violences, qu'elles soient imputables à des représentants de l'État ou à d'autres individus ou groupes, a affirmé l'Organisation.

« Ces droits, de même que le droit à la liberté de religion, sont inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et réaffirmés par la Constitution indienne. »

Amnesty International est vivement préoccupée de ce que des groupes politiques et des associations hindoues d'extrême droite y notamment le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Corps national des volontaires), le Vishwa Hindu Parishad (VHP, Conseil hindou mondial) et le Bajrang Dal (branche activiste du VHP) y se sont abstenus de dénoncer clairement les violences qui avaient été commises et ont proféré des déclarations publiques ayant pu inciter des individus à commettre de tels actes.

**Informations générales**

---

**AMNESTY INTERNATIONAL**  
BULLETIN D'INFORMATIONS 16/99

---

L'Inde, ces derniers mois, a été le théâtre d'une série d'attaques contre les minorités religieuses, y tout particulièrement contre les chrétiens dans l'État de Gujarat, situé dans l'ouest de l'Inde, où plusieurs églises ont été incendiées et des individus agressés.

De nombreuses violences ont eu lieu sur tout le territoire indien, notamment au Bihar, au Madhya Pradesh, au Maharashtra, au Bengale occidental et en Uttar Pradesh. Certains ont exprimé la crainte que des groupes d'extrême droite hindous liés au parti au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien), notamment le VHP et le Bajrang Dal, ne se soient rendus directement responsables ou complices de ces attaques. Ces groupes ont publiquement dénoncé les conversions prétendument forcées de membres de certaines tribus ou d'autres personnes par des missionnaires chrétiens, justifié les violences physiques et matérielles dont les chrétiens ont été victimes et appelé à leur expulsion du territoire indien. Le meurtre de Graham Stewart Staines et de ses deux fils a été perpétré au village de Manoharpur, dans le district de Keonjhar (État d'Orissa), aux premières heures du jour le 24 janvier. Des villageois auraient été attaqués lorsqu'ils ont tenté de leur venir en aide. La police a déclaré que les assaillants scandaient des slogans du Bajrang Dal et qu'ils avaient à leur tête un homme bien connu dans la région pour ses convictions de fanatique hindouiste et son opposition aux minorités. Une procédure a été ouverte par la police et une cinquantaine de personnes ont été arrêtées. Le divisional commissioner (équivalent d'un préfet) chargé des affaires financières a également ordonné l'ouverture d'une enquête. Par ailleurs, les dossiers de la police locale indiquent que les groupes nationalistes hindous d'extrême droite ont récemment multiplié les attaques contre les minorités religieuses, y compris contre les musulmans.

La plupart des violences contre les chrétiens ont lieu dans des régions défavorisées de l'Inde, où les missionnaires chrétiens se consacrent traditionnellement à des activités d'aide au développement en faveur de communautés tribales ou de dalits (opprimés, appelés auparavant « intouchables »), en organisant des services de santé et d'enseignement. Certains observateurs ont déclaré que les membres des communautés chrétiennes étaient pris pour cible parce qu'ils contribuaient par leur action à renforcer la position des personnes les plus défavorisées sur le plan socio-économique, menaçant de puissants intérêts locaux l